



## **DIJON BOURGOGNE INVEST**

**40 AVENUE DU DRAPEAU  
21000 DIJON**

**Comptes Annuels du 01/01/2023 au 31/12/2023**

**Experts Comptables  
Commissaires aux Comptes  
Associés :**

- **Éric CORRET**
- **Nicolas MORON**
- **Maxime DEFOSSE**
- **Charles GOUREAU**

**Adresse**  
**Parc Valmy - Le Quatuor**  
**36 Rue Jeanne Barret**  
**21000 DIJON**

**Tél : 03.80.72.22.10 / 03.80.72.93.72**  
**E mail : [acc@experts-acc.fr](mailto:acc@experts-acc.fr)**

**[www.expert-comptable-acc.fr](http://www.expert-comptable-acc.fr)**

SARL au capital de 300 000 €  
RCS DIJON B 415 191 378  
Inscrite à l'Ordre Régional des Experts Comptables  
de Bourgogne Franche Comté et sur la liste nationale des  
Commissaires aux comptes, rattachée à la CRCC de Besançon-  
Dijon

**MISSION DE PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS**

*Dans le cadre de la mission de Présentation des comptes annuels de l'entreprise DIJON BOURGOGNE INVEST pour l'exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023 et conformément à nos accords, j'ai effectué les diligences prévues par les normes définies par l'Ordre des Experts Comptables.*

*A la date de mes travaux qui ne constituent pas un audit et à l'issue de ceux-ci, je n'ai pas relevé d'élément remettant en cause la cohérence et la vraisemblance des comptes annuels.*

*Les comptes annuels ci-joints, qui comportent 22 pages, se caractérisent par les données suivantes :*

Total du bilan	643 192,08	Euros
Chiffre d'affaires	10 406,00	Euros
Résultat net comptable	168 253,36	Euros

Fait à DIJON  
Le 24/04/2024

Signé électroniquement le 24/04/2024 par  
Eric Corret



Cabinet Audit Conseil Comptabilité  
Eric CORRET  
Expert-Comptable

## Bilan et Compte de résultat

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)				du 01/03/2022 au 31/12/2022 (10 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
<b>Actif Immobilisé</b>						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires	19	19			6	0.00
Autres immobilisations corporelles	21 105	8 014	13 092	2.04	17 034	4.03
<b>TOTAL (I)</b>	<b>21 124</b>	<b>8 033</b>	<b>13 092</b>	<b>2.04</b>	<b>17 041</b>	<b>4.03</b>
<b>Actif circulant</b>						
Avances & acomptes versés sur commandes					5 260	1.24
Autres créances						
. Personnel	500		500	0.08	500	0.12
. Organismes sociaux					1 007	0.24
. Autres	82 441		82 441	12.82	55 052	13.03
Disponibilités	536 824		536 824	83.46	230 469	54.55
Charges constatées d'avance	10 336		10 336	1.61	113 198	26.79
<b>TOTAL (II)</b>	<b>630 100</b>		<b>630 100</b>	<b>97.96</b>	<b>405 486</b>	<b>95.97</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)						
<b>TOTAL ACTIF (0 à V)</b>	<b>651 225</b>	<b>8 033</b>	<b>643 192</b>	<b>100.00</b>	<b>422 526</b>	<b>100.00</b>



PASSIF		Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (10 mois)	
<b>Capitaux propres</b>					
Capital social ou individuel ( dont versé : )					
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		179 785	27,95	179 785	42,55
Report à nouveau		156 976	24,41		
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>168 253</b>	26,16	<b>156 976</b>	37,15
<b>TOTAL (I)</b>		<b>505 014</b>	78,52	<b>336 761</b>	79,70
<b>TOTAL (II)</b>					
<b>Provisions pour risques et charges</b>					
<b>TOTAL (III)</b>					
<b>Emprunts et dettes</b>					
Emprunts et dettes financières diverses					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		82 039	12,75	53 543	12,67
Dettes fiscales et sociales					
. Personnel		23 084	3,59	11 552	2,73
. Organismes sociaux		25 754	4,00	19 120	4,53
. Autres impôts, taxes et assimilés		7 301	1,14	1 550	0,37
<b>TOTAL (IV)</b>		<b>138 178</b>	21,48	<b>85 765</b>	20,30
<b>TOTAL PASSIF (I à V)</b>		<b>643 192</b>	100,00	<b>422 526</b>	100,00





## Annexes aux comptes annuels

## Annexes aux comptes annuels

### PREAMBULE

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 10 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 643 192,08 E.

Le résultat net comptable est un bénéfice de 168 253,36 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 24/04/2024 par les dirigeants.

### REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions ci-après ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux règles de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les comptes annuels sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatives à l'établissement des comptes annuels d'une personne morale de droit privé à but non lucratif.

## FAITS SIGNIFICATIFS

L'année 2023 marque la première année pleine d'activité pour Dijon Bourgogne Invest (DBI), l'agence d'attractivité de la métropole de Dijon.

Catherine PETITJEAN a succédé à Jean-Philippe GIRARD en octobre 2023 à sa présidence. La gouvernance entrepreneuriale originale de DBI, construite autour de 15 chefs d'entreprise locaux, a fait preuve de continuité et dynamisme dans les chantiers ouverts, réunissant le Bureau exécutif à 7 reprises, conduisant deux AG respectivement le 9 janvier et le 12 décembre, la première validant les grands axes de la feuille de route de l'association; une gouvernance ouverte qui s'est déplacée sur le site d'URGO Industries en septembre ou encore s'est réunie autour du Préfet de région en juin dernier.

DBI compte aujourd'hui 7 collaborateurs, dispose d'un budget annuel de 1,24 M- financé à 90% par la métropole de Dijon dans le cadre d'une convention pluriannuelle couvrant les années 2022,2023 et 2024. Elle occupe environ 100 m2 de locaux au sein de l'hôtel de métropole dans le cadre d'une convention d'occupation passé avec la métropole de Dijon.

La dynamique de prospection déployée en 2023 a permis de détecter et accompagner sur la métropole de Dijon 15 nouvelles sociétés représentant 298 emplois nouveaux. 36% concerne les filières prioritaires pour la métropole (santé, agro et numérique) et 2/3 est le fruit direct de l'action de promotion/prospection mise en Suvre par DBI. En 2024, DBI a organisé des accueils avec visites de sites à Dijon pour 20 prospects différents. En 12 mois, DBI a détecté 105 nouveaux projets, son portefeuille global passant donc à 148 à fin 2023. Sur les 3 premiers mois de l'année 2024 DBI a continué à élargir son portefeuille de projets passant à 179, et recense cinq décisions d'implantations nouvelles avoisinant les 50 emplois. Il convient de noter que DBI accompagne tant l'amont des projets (détection, prospection&) que l'aval (accompagnement des projets jusqu'à bon achèvement c'est-à-dire prise à bail et/ou obtention de PC, articulation avec les services de l'urbanisme et de la SPLAAD). C'est donc bien une offre de services globale qui a été apportée aux investisseurs tant exogènes qu'endogènes.

DBI a conduit un intense travail de prescription auprès des foncières, investisseurs et acteurs immobiliers français et internationaux organisant la présence de la métropole de Dijon tant au MIPIM (salon international de l'immobilier d'entreprise) en mars 2023 qu'au SIMI (salon national de l'immobilier d'entreprise en décembre 2023. En résulte l'émergence de nombreux projets de village d'entreprises pour un total de 8 projets distincts développant une surface potentielle totale de 50,000 m2 de locaux d'activité.

En dépit de la dynamique engagée par la loi ZAN, le territoire dijonnais offre encore environ 90 ha de foncier disponible à court et moyen terme confirmant sa capacité à accueillir des sites industriels de moyenne dimension. C'est pourquoi DBI a déposé en 2023 la candidature des deux parcs d'activité - EcoParc Dijon Bourgogne et la Zone d'activités de Beauregard - au titre du programme national 50 nouveaux sites industriels clefs en main dont les résultats sont attendus en avril 2024.

DBI s'est fortement impliqué dans la candidature de Dijon aux journées nationales France Hydrogène qui se dérouleront à Dijon en juin 2024. L'agence a été le partenaire du CNER pour l'organisation du forum national Dev&Co qu'est déroulé à Dijon à la mi-novembre 2023 avec 300 participants.

DBI s'est attaché à créer des occasions d'échanges et de partage à l'image de la soirée attractivité autour de 200 entreprises dijonnaises le 22 mai pour son 1er anniversaire et des petits-déjeuners de l'attractivité lancés le 28 novembre 2023.

Un programme de rencontres d'entreprises locales a été lancé, avec plus d'une cinquantaine de rendez-vous individuels déjà réalisés tout au long de l'année.

DBI à la demande de la métropole a développé une relation étroite avec les clubs d'entreprise de la métropole en intervenant dans leurs réunions, respectivement à CAP NORD le 27 septembre et au Club Grand Sud le 17 octobre. Elle se poursuit au fil de l'eau dans le cadre d'une coordination globale assurée par la CCI avec la métropole et DBI.

DBI a édité le guide Start-up : mode d'emploi' qui promeut l'éco système dijonnais et a accompagné plus de 43 start-up dans des mises en relation et dans leur recherche immobilière. DBI s'inscrit ici dans la dynamique de la convention passée avec la métropole souhaitant que l'agence vienne en soutien des entreprises et des entrepreneurs des filières de croissance du territoire et des start-ups'.

Le territoire a été particulièrement mis en valeur par DBI qui a organisé tout au long de l'année un présence presse, tant éditoriale que promotionnelle, dans des supports régionaux (Décideurs, Journal du Palais) et nationaux (Les Echos, Challenges, Le Point, La Tribune, Le Monde).

L'animation extrêmement dynamique des réseaux sociaux a permis de passer la barre des 10,000 abonnés (+ 50% en 12 mois) tout en maintenant des taux d'engagement très forts. Dijon figure désormais dans le top 10 des réseaux sociaux (linkedin) des agences d'attractivité en France. DBI a engagé la production de matériel marketing territorial : trois vidéos aériennes de présentation de la métropole et des ZAE de la métropole, un site internet complet dévoilé octobre 2023 ou encore la plaquette destinée aux salons professionnels (The Place to be).

DBI a participé à un déplacement économique à Mayence en octobre dernier avec le service international de la métropole afin d'amorcer une relation partenariale, notamment dans le secteur de la santé et présenter aux partenaires allemands les atouts économiques de Dijon.

En 2023, DBI a finalisé la mise en place de l'offre de services attendue par la métropole dans le cadre du conventionnement passé ( développement d'une offre de services orientée sur l'aide à l'implantation des entreprises'). Une offre de facilitation à destination des investisseurs dans tous les domaines est opérationnelle : recherche foncière et immobilière, aide au recrutement et à la mobilité (programme Chouette MOVE), mise en relation, aide à l'ingénierie financière et assistance juridique.

Un CRM a été déployé au premier trimestre 2023 pour assurer la professionnalisation du suivi des entreprises

Une relation de travail et des revues de projets réguliers ont été mis en Suvre avec l'AER. Cette articulation concerne la coordination sur le pilotage des dossiers d'implantation ainsi que la bonne coordination des actions de prospection. DBI participe à l'IER organisée par l'AER.

## ENGAGEMENTS DONNES

Engagement en matière de retraite

Montant de l'engagement estimé au 31/12/2023 = 70 057€

Hypothèses retenues :

- Départ prévu à 64 ans
- Taux d'actualisation : 3,85%
- Taux de rotation en fonction de la tranche d'âge
- Taux de charges sociales de 45%
- Départ à l'initiative du salarié



## Annexes aux comptes annuels (suite)

### NOTES SUR LE BILAN ACTIF

#### Actif immobilisé

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous :

Immobilisations brutes = 21 124 E

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	19			19
Immobilisations corporelles	20 043	1 392	329	21 105
<b>TOTAL</b>	<b>20 061</b>	<b>1 392</b>	<b>329</b>	<b>21 124</b>

Amortissements et provisions d'actif = 8 033 E

Amortissements et provisions	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	13	6		19
Immobilisations corporelles	3 008	5 335	329	8 014
<b>TOTAL</b>	<b>3 021</b>	<b>5 341</b>	<b>329</b>	<b>8 033</b>

Détail des immobilisations et amortissements en fin de période

Nature des biens immobilisés	Montant	Amortis.	Valeur nette	Durée
Logiciels	19	19	0	1 ans
Matériel informatique et de bureau	14 021	6 238	7 783	de 1 à 3 ans
Mobilier	7 084	1 776	5 309	de 1 à 10 ans
<b>TOTAL</b>	<b>21 124</b>	<b>8 033</b>	<b>13 092</b>	

Etat des créances = 93 276 E

Etat des créances	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif circulant & charges d'avance	93 276	93 276	
<b>TOTAL</b>	<b>93 276</b>	<b>93 276</b>	

Charges constatées d'avance = 10 336 E

Les charges constatées d'avance ne sont composées que de charges ordinaires dont la répercussion sur le résultat est reportée à un exercice ultérieur.

**Annexes aux comptes annuels (suite)****NOTES SUR LE BILAN PASSIF****Etat des dettes = 138 178 E**

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Fournisseurs	82 039	82 039		
Dettes fiscales & sociales	56 139	56 139		
<b>TOTAL</b>	<b>138 178</b>	<b>138 178</b>		

**Charges à payer par postes du bilan = 50 714 E**

Charges à payer	Montant
Fournisseurs	10 017
Dettes fiscales & sociales	40 697
<b>TOTAL</b>	<b>50 714</b>

**NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****Autres informations relatives au compte de résultat**

Les postes de charges et produits composant le résultat de l'exercice figurent au compte de résultat des états financiers.

On pourra s'y reporter ainsi qu'à la plaquette financière annuelle, documents qui fournissent une information plus détaillée.



**Annexes aux comptes annuels (suite)****DETAIL DES POSTES CONCERNES PAR LE CHEVAUCHEMENT D'EXERCICE**

Les comptes détaillés dans les tableaux suivants concernent les écritures comptables relatives à l'indépendance des exercices.

**Charges constatées d'avance = 10 336 E**

<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>Montant</b>
Charges constatees d'avance( 4860000000 )	10 336
<b>TOTAL</b>	<b>10 336</b>

**Charges à payer = 50 714 E**

<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>Montant</b>
Fact. non parvenues( 4081000000 )	10 017
<b>TOTAL</b>	<b>10 017</b>

<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>Montant</b>
Provision cp( 4282000000 )	22 836
Ch soc / prov cp( 4382000000 )	12 125
Taxe sur les salaires( 4486100000 )	5 736
<b>TOTAL</b>	<b>40 697</b>

## Soldes Intermédiaires de Gestion

## Soldes Intermédiaires de Gestion

SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (10 mois)	Variation absolue (12 / 10)	%
Ventes de marchandises				
- Cout direct d'achat				
+/- Variation du stock de marchandises				
<b>Marge commerciale ( I )</b>				
<b>Taux de marge commerciale</b>	%	%		
+ Production vendue	10 406		10 406	N/S
+ Production stockée				
+ Production immobilisée				
<b>Production de l'exercice</b>	<b>10 406</b>		<b>10 406</b>	<b>N/S</b>
- Matières premières et approvisionnements consommés				
- Sous traitance directe	96 639	24 148	72 491	300,19
<b>Marge brute sur production ( II )</b>	<b>-86 233</b>	<b>-24 148</b>	<b>-62 085</b>	<b>-257,09</b>
<b>Taux de marge brute sur production</b>	<b>-828,69 %</b>	<b>%</b>		
<b>Marge brute globale ( I + II )</b>	<b>-86 233</b>	<b>-24 148</b>	<b>-62 085</b>	<b>-257,09</b>
<b>Taux de marge brute globale</b>	<b>-828,69 %</b>	<b>%</b>		
- Services extérieurs et autres charges externes	612 996	308 838	304 158	98,48
<b>Valeur ajoutée produite</b>	<b>-699 229</b>	<b>-332 986</b>	<b>-366 243</b>	<b>-109,98</b>
<b>Valeur ajoutée / chiffre d'affaires</b>	<b>-6719,48 %</b>	<b>%</b>		
+ Subventions d'exploitation	1 248 941	686 616	562 325	81,90
- Impôts, taxes et versements assimilés	7 133	2 624	4 509	171,84
- Salaires et traitements	272 998	139 434	133 564	95,79
- Charges sociales	112 587	53 799	58 788	109,27
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>156 993</b>	<b>157 774</b>	<b>-781</b>	<b>-0,49</b>
<b>Excédent brut d'exploitation / chiffre d'affaires</b>	<b>1508,67 %</b>	<b>%</b>		
+ Reprises sur amortissements et provisions				
- Dotations aux amortissements sur immobilisations	5 341	3 021	2 320	76,80
- Dotations aux provisions sur immobilisations				
- Dotations aux provisions sur actif circulant				
- Dotations aux provisions pour risques et charges				
+ Autres produits de gestion courante	689	477	212	44,44
- Autres charges de gestion courante	155	50	105	210,00
+ Transfert de charges d'exploitation	16 068	2 092	13 976	688,07
<b>Résultat d'exploitation (hors charges et produits financiers)</b>	<b>168 253</b>	<b>157 272</b>	<b>10 981</b>	<b>6,98</b>
<b>Résultat d'exploitation / chiffre d'affaires</b>	<b>1616,89 %</b>	<b>%</b>		
+ Bénéfice attribué (quote part sur opérations en commun)				
- Perte supportée (quote part sur opérations en commun)				
+ Produits financiers de participations				
+ Produits des autres valeurs mobilières et créances				
+ Autres intérêts et produits assimilés				
+ Reprises sur provisions financières				
+ Différences positives de change				
+ Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
- Dotations financières aux amortissements et provisions				
- Intérêts et charges assimilées				
- Différences négatives de change				
- Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements				
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>168 253</b>	<b>157 272</b>	<b>10 981</b>	<b>6,98</b>
<b>Résultat courant / chiffre d'affaires</b>	<b>1616,89 %</b>	<b>%</b>		
+ Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
+ Produits exceptionnels sur opérations en capital				
+ Reprises sur provisions & transferts de charges exceptionnels				
- Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		295	-295	-100,00
- Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
- Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
<b>Résultat exceptionnel</b>		<b>-295</b>	<b>295</b>	<b>-100,00</b>
- Participation des salariés aux résultats				
- Impôt sur les bénéfices				
<b>Résultat Net Comptable</b>	<b>168 253</b>	<b>156 976</b>	<b>11 277</b>	<b>7,18</b>
<b>Résultat net / chiffre d'affaires</b>	<b>1616,89 %</b>	<b>%</b>		



## ASSOCIATION DIJON BOURGOGNE INVEST

40 Avenue du Drapeau  
21000 DIJON

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2023

 Pierre CLEON  
Louis MARTIN  
Thomas PAULIN  
Nicolas SAILLARD

Tél : 03 80 53 18 53 / [cmb@eccmb.com](mailto:cmb@eccmb.com) / [cleon-martin-broichot.com](http://cleon-martin-broichot.com)  
7 rue Marguerite Yourcenar - CS 67916 - 21079 Dijon Cedex



**ASSOCIATION DIJON  
BOURGOGNE INVEST**

40 Avenue du Drapeau  
21000 DIJON

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

Aux Adhérents,

### **Opinion**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'**ASSOCIATION DIJON BOURGOGNE INVEST**, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

---

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

---

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne le traitement des subventions d'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Bureau exécutif et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Bureau exécutif.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✱ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✱ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;



- \* il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- \* il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- \* il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à DIJON, le 26 avril 2024



Le commissaire aux comptes  
CLEON MARTIN BROICHOT et Associés  
**T. PAULIN**



**CLEON  
MARTIN  
BROICHOT**

EXPERTS COMPTABLES  
COMMISSAIRES AUX COMPTES

## **ASSOCIATION DIJON BOURGOGNE INVEST**

40 Avenue du Drapeau  
21000 DIJON

### **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation  
des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023**

**Pierre CLEON  
Louis MARTIN  
Thomas PAULIN  
Nicolas SAILLARD**

Tél : 03 80 53 18 53 / [cmb@eccmb.com](mailto:cmb@eccmb.com) / [cleon-martin-broichot.com](http://cleon-martin-broichot.com)  
7 rue Marguerite Yourcenar - CS 67916 - 21079 Dijon Cedex



SARL au capital de 450 000 euros inscrite sur la liste des Commissaires aux Comptes, rattachée à la Compagnie Régionale de Besançon - Dijon - R.C.S. Dijon B 343 723 342

**ASSOCIATION DIJON  
BOURGOGNE INVEST**

40 Avenue du Drapeau  
21000 DIJON

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

**Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation  
des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023**

Aux Adhérents,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

**CONVENTION SOUMISE A L'APPROBATION DE L'ORGANE DELIBERANT**

---

En application de l'article R. 612-7 du Code de commerce, nous avons été avisés de la convention suivante, mentionnée à l'article L. 612-5 du Code de commerce, qui a été passée au cours de l'exercice écoulé.

→ Avec la Métropole « DIJON METROPOLE » :

**Personnes concernées** : Madame Danielle JUBAN, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente de l'Association DIJON BOURGOGNE INVEST ;  
Madame Marie-Hélène JUILLARD-RANDRIAN, Secrétaire de l'Association DIJON BOURGOGNE INVEST ;  
Madame Marie-Claire BESANCON, Secrétaire adjointe de l'Association DIJON BOURGOGNE INVEST.

**Nature et objet** : Mise à disposition de locaux par DIJON METROPOLE, sis 40 avenue du Drapeau à DIJON (21000), à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

**Modalités** : L'Association DIJON BOURGOGNE INVEST a supporté un loyer de 15 166,40 euros et des charges de 2 615,10 euros au titre de l'exercice social clos le 31 décembre 2023.

Fait à DIJON, le 26 avril 2024



Le commissaire aux comptes  
CLEON MARTIN BROICHOT et Associés  
**T. PAULIN**